

# COMMUNIQUE DE PRESSE

---



## **Bertrand PANCHER**

Député-Maire de Bar-le-Duc

Vice-Président de l'UDI en charge des Politiques Environnementales

Responsable du « Pôle Écologie » de l'UDI

Membre de la Commission du Développement Durable

et de l'Aménagement du Territoire

Paris, le 24 mars 2016

## **Bertrand Pancher dénonce les systèmes de concertation caricaturaux en France**

**Le Député de la Meuse et Vice-Président de l'UDI tenait hier, à l'Assemblée Nationale, une conférence de presse afin de mettre en lumière les manquements criants de l'Etat en matière de concertation. S'appuyant sur les cas d'écoles de Notre-Dame-des-Landes et de la LGV Lyon-Turin, grâce aux témoignages de Françoise Verchère, Co-Présidente du collectif Cédpa, et de Daniel Ibanez, économiste en procédure collective, Bertrand Pancher a démontré comment l'Etat, incapable de mettre en place les grands principes de concertation, pouvait aller jusqu'à la manipulation l'opinion publique pour ne pas perdre la face.**

Engagé sur les questions de gouvernance depuis de nombreuses années, le Député ne cesse d'alerter sur la nécessité pour les instances publiques de changer de posture et de mentalité dans la gestion des prises de décisions liées aux grands projets. La recrudescence actuelle des conflits environnementaux en est la preuve : l'Etat n'arrive plus à construire un dialogue ouvert avec les citoyens. Pire, lorsqu'il souhaite décliner certaines politiques publiques, il est incapable d'établir une concertation dans la transparence et l'objectivité, comme ont pu le démontrer Françoise Verchère pour Notre-Dame-des-Landes ou Daniel Ibanez pour la LGV Lyon-Turin.

Résultat ? Des projets bloqués par des opposants qui doutent de la véracité de leur pertinence, des institutions publiques campant sur leurs positions, et des Français qui ont perdus toute confiance en la concertation publique qu'ils considèrent, à raison, comme un simulacre de démocratie.

Pourtant, les clés pour mettre en place une concertation existent. Elles sont même, pour la plupart, compilées dans une ordonnance issue de la loi Macron. A l'évidence, le Gouvernement a simplement décidé de ne pas les appliquer aux projets en cours... Bertrand Pancher a donc décidé de rappeler au Président et à ses Ministres les « 12 grands principes à respecter pour une concertation efficace », et à également envoyé un courrier à Alain Vidalies dans ce sens, afin de rétablir enfin un débat apaisé entre les porteurs de projet et les citoyens.